



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

**Déclaration liminaire de la FSU12
CTSD « Carte scolaire » du 9 avril 2020**

Madame la Directrice Académique

Mesdames, Messieurs les membres du CTSD

Dans la période inédite de crise sanitaire et de confinement que nous vivons, nous tenons à débiter cette intervention et donc à mettre en avant ce qui est et restera pour le SNUipp-FSU l'absolue priorité, à savoir la santé, la sécurité des personnels, des élèves et de leurs familles. Ces dernières semaines, les collègues ont dû faire face à plusieurs reprises à des injonctions paradoxales, souvent contradictoires, et qui oscillaient au rythme des interventions décalées du Ministre de l'Éducation Nationale : « Restez confinez nous disaient le Président Macron et son Premier Ministre mais rendez-vous dans vos écoles pour y tenir des permanences où y échanger des documents avec les familles ajoutait Jean-Michel Blanquer ». Nous vous demandons, Madame La Directrice Académique, d'apporter un point final à cette cacophonie irresponsable, d'adresser enfin un message clair à l'ensemble des personnels du département, un message qui montrerait que vous partagez au premier chef cette même préoccupation que nous : « Ne vous déplacez dans les écoles que si vous participez à la garde des enfants de soignants. »

Vous devez, Madame, cette consigne à vos personnels, eux qui ont répondu massivement présents à l'appel à volontaires pour participer à ce service, qui en ont accepté les risques de contamination pour eux, pour leur famille ; des risques bien réels, avérés par la fermeture d'une école à Panne (45) pour contagion générale, par des cas de contagions d'enseignants et d'enseignantes volontaires d'autres départements dans le cadre de ce dispositif et qui ne manqueront pas de se multiplier dans les semaines à venir ; des risques, malheureusement, l'actualité nous le rappelle quotidiennement, pouvant s'avérer parfois fatales.

Oui, Madame, vous leur devez cette consigne et vous leur devez aussi la vérité. Il n'est plus acceptable d'entendre relayer le discours ministériel, mensonge d'état aujourd'hui mis au grand jour, suivant lequel savon et gestes barrière suffiraient à protéger ces volontaires, enseignants à qui vous devez protection et sécurité, personnel municipal lui aussi largement mobilisé, mais aussi élèves et parents soignants si précieux en ce moment. Nous vous invitons à participer ne serait-ce qu'une demi-journée à la garde de ces enfants : vous pourrez alors constater comme nous l'impossibilité de maintenir la distanciation préconisée ou les inévitables échanges d'objets entre enfants. Oui, tous ceux et toutes celles qui s'engagent avec altruisme, sens de l'intérêt public voire du sacrifice, ont droit à la vérité, vérité quant aux risques encourus et vérité quant aux protections nécessaires attestées par les premières mises à disposition dans plusieurs départements. Vous n'avez pas de masques, de gants, de surblouses, de gel hydroalcoolique à distribuer, nous l'entendons. Les soignants en première ligne sont prioritaires, nous l'entendons. Mais vous pouvez tenir le langage de la vérité, rien ne vous en empêche. Aussi, à la reprise après les vacances de printemps, ces volontaires seront-ils enfin dotés de protections ?

Vous devez aussi cette consigne aux professeurs qui se sont, là encore, largement investis dans ce que vous nommez « continuité pédagogique » car nous le savons, certains, confrontés à ces injonctions pour le moins confuses, continuent à se déplacer, mettant en péril leur santé, celle des familles, bravant aussi les mesures de confinement destinées à protéger la collectivité.

En ce domaine, notre administration fait la preuve d'un jusqu'aboutisme incompréhensible et irresponsable. Faut-il mettre en péril sa santé, sa vie pour transmettre quelques documents, quelques activités scolaires ? Pour nous, cela participe de la mise en danger d'autrui. Il nous faut savoir accepter que pour des familles, et le phénomène n'est pas si marginal qu'on nous le dit, celles parmi les plus démunies, les plus éloignées de la culture scolaire, celles pour lesquelles la langue fait barrière, l'école sans la classe est simplement impossible. Pour elles, bien souvent, et c'est ce que nous disent les remontées des écoles du REP ou des quartiers en politique de la ville, même la mise à disposition de matériel informatique ou l'envoi postal n'y changeront rien. Dès lors, le creusement des inégalités paraît inévitable. Dès lors aussi, plus que jamais, pour elles, il nous faut reconnaître et affirmer l'impérieuse nécessité de l'école dans la classe et donc des moyens à y attribuer.

C'est avant tout pour ces familles que, au SNUipp-FSU, nous réfutons et continuerons de réfuter l'expression « continuité pédagogique » qui laisserait penser que l'école s'est poursuivie à la maison sans rupture, que les apprentissages y ont trouvé une suite sans discontinuité. Nous l'affirmons, le 16 mars, l'école a vécu une rupture brutale. Certains collègues, sous le feu et la pression des injonctions très médiatisées de la « continuité pédagogique » et aussi mus par la volonté de bien faire, s'y sont laissés prendre et, à notre sens, en ont trop fait, continuant des apprentissages nouveaux et mettant en difficulté nombre de familles déjà sous tension avec le confinement. Nous le regrettons.

Jusqu'aboutisme et acharnement encore avec le dispositif de soutien déjà annoncé pour les vacances d'été, et pire encore, en distanciel pour ces vacances de printemps. Nous l'avons déjà dénoncé, ces annonces avant tout destinées à servir la communication ministérielle, contribuent à une vision simpliste de notre métier et des mécanismes d'apprentissage, celle de la tête vide qu'il suffit de remplir, celle qui oublie qu'apprendre demande du temps. Aucun enseignant ne peut croire à une quelconque efficacité de ce concentré d'école dispensé à un groupe hétérogène d'élèves qu'il ne connaît pas... et encore moins en 6 heures de distanciel... Nous entendons bien sûr qu'en ces temps de disette salariale, des collègues puissent saisir l'occasion de mettre un peu de beurre dans leurs épinards... Ce dont les élèves les plus fragiles auront besoin à la reprise ce n'est pas d'un plus d'école, eux qui sont aussi les plus fatigables, mais un mieux d'école.

Mais pour autant, nous refusons que notre propos soit caricaturé : oui, nous sommes favorables à l'établissement d'un lien scolaire à chaque fois que cela est possible mais pas à n'importe quel prix et certainement pas à celui de la santé ou de la vie ; oui nous sommes favorables à des activités scolaires d'entraînement ou de révision car nous pensons que, raisonnablement dimensionnées, elles peuvent contribuer à entretenir les connaissances des élèves et même aider les familles à vivre le confinement. Dans ce domaine, là-aussi, Madame, la balle est dans votre camp. Nous attendons une consigne simple, claire, salvatrice pour les élèves que nous aurons perdus : à la réouverture, il faut le dire, chaque enseignant doit reprendre là où il en était le 13 mars, jour de la fermeture. Les quelques mois d'écoles « perdus » se rattraperont alors sans difficultés s'agissant pour nous de jeunes élèves en début de scolarité.

C'est dans ce contexte que les opérations de carte scolaire dont il est question aujourd'hui revêtent cette année un caractère exceptionnel car, à la réouverture ou à la rentrée de septembre 2020, il faudra des moyens pour prendre en compte ces élèves.

Bien sûr, dans quelques instants, vous nous expliquerez que la dotation est à l'équilibre malgré les élèves que le département devrait perdre à la rentrée prochaine, que le P/E va s'en trouver amélioré, qu'en réponse à cette crise, notre département a bénéficié de 6 postes supplémentaires, d'une attention particulière pour les écoles rurales... Nous agissons évidemment positivement ce geste d'apaisement destiné aussi à ne pas multiplier les mauvaises nouvelles dans un contexte déjà particulièrement anxiogène. Cependant, comme souvent, les moyennes masquent des difficultés sectorielles persistantes que nous allons détailler. Aussi, nous affirmons que ces quelques avancées, celles de cette année et des années précédentes, sont loin de compenser l'accélération des dégradations vécues et ressenties par l'ensemble de la profession et dont témoignent les difficultés de recrutement ou la multiplication des signaux de détresse que nous recevons, que vous recevez. Ces quelques postes ne suffiront pas à pallier à la paupérisation galopante y compris dans

nos campagnes, l'explosion du nombre d'élèves à besoins particuliers ou à comportement perturbateur ou l'inclusion à marche forcée. Autant de difficultés auxquelles les professeurs étaient déjà confrontés et qui seront exacerbées par la crise actuelle.

Dans ce contexte, l'expertise des équipes des RASED, aussi bien en ce qui concerne le diagnostic que l'action de remédiation, devraient ou auraient dû jouer un rôle premier s'ils n'avaient été largement décimés. Ce n'est pas faute de vous avoir alertée sur le déficit chronique de notre département en nombre de psychologues ou plus largement de RASED relativement à la moyenne académique. Vous avez, semble-t-il, fait le choix de les ignorer. Les RASED continueront à faire partie des variables d'ajustement.

C'est entre autres dans les écoles du REP decazevillois que l'école aura perdu le contact avec le plus d'élèves durant la période de fermeture. C'est donc là aussi qu'il faut envisager des maintenant et pour la rentrée de septembre des moyens pour les raccrocher au plus vite. Nous actons favorablement dans les mesures que vous proposez votre attention particulière pour les écoles maternelles du REP memesi elles ne permettront pas d'honorer dans toutes les grandes sections du REP la promesse présidentielle de dédoublement.

Nous vous avons aussi alerté depuis les opérations de carte scolaire 2019 quant à la situation particulièrement tendue dans plusieurs classes uniques du département. Au SNUipp-FSU, nous continuons de penser que les classes uniques ou plus largement les petites écoles rurales demeurent une chance pour les petites communes de notre département. Cependant, ces dernières années, nos campagnes ont subi elles-aussi le délitement social et la multiplication des situations difficiles. Il faut donc à présent en tirer les conséquences et garantir dans ces classes uniques un effectif raisonnable, à savoir une quinzaine d'élèves et pas plus de 20 en tout état de cause. Au-delà, il faut le dire, les conditions d'apprentissage des élèves et de travail de l'enseignant peuvent s'en trouver dégradées voire fortement dégradées. Ainsi, malgré l'octroi de 3 appuis pédagogiques en septembre 2019, les événements qui ont fait suite nous ont donné raison : plusieurs collègues en classe unique avec un effectif important se retrouvant face à une situation de classe particulièrement compliquée, il a fallu en cours d'année et en catastrophe octroyer ponctuellement quelques moyens supplémentaires... Nous demandons donc clairement aujourd'hui l'attribution d'un moyen supplémentaire pour chacune de ces classes dépassant 20 élèves. A l'évidence, ce n'est pas le choix que vous avez fait. Les mesures proposées indiquent que pour vous, le seuil d'attribution d'un moyen supplémentaire se situe au-delà de 25. 25 en classe unique, cela n'est pas supportable, cela n'est pas acceptable ! 10 classes uniques dépasseront les 20 élèves à la rentrée prochaine sans appui pédagogique. Nous ne pourrions accepter une carte scolaire qui planifie sciemment des conditions de travail intenables, de la souffrance pour au moins 10 collègues. Nous ne pouvons que regretter et dénoncer que les 1/2 postes, dans les classes uniques mais aussi plus largement dans les petites écoles, servent de variables d'ajustement pour mettre en œuvre les annonces ministérielles.

Nous voulons enfin dénoncer à nouveau des chiffres tronqués pour établir cette carte scolaire, des élèves bien présents dans les classes mais qui ne sont pas comptabilisés : tout petits en maternelle que les écoles, confrontées à la concurrence du privé, sont souvent contraintes d'accueillir ; élèves des ULIS que la loi dite de l'école de la confiance vous impose pourtant maintenant de prendre en compte. Concernant ce dernier point, nous vous demandons très simplement de respecter la loi.

Vous allez aussi sans doute dans quelques instants nous expliquer que vous ne disposez pas des moyens pour satisfaire nos demandes. Pourtant, la situation de crise que nous traversons nous rappelle à chaque instant que les services publics, qu'il s'agisse de l'Ecole ou de l'hôpital ne sont pas des coûts, ne doivent répondre à aucun critère de rentabilité, mais sont une chance, une nécessité pour toutes et tous et en particulier pour les plus démunis. Nous voulons nous aussi rendre hommage à tous les soignants, à leur courage, eux qui sont en première ligne. Nous partageons avec eux le même manque de reconnaissance et de moyens, le même travail à flux tendu, les mêmes salaires de misère mais aussi le même engagement, le même dévouement. Nous n'accordons aucun crédit à ceux et à celles qui, subitement, feignent de découvrir les bienfaits des services publics et de l'Etat Providence mais qui, dès la crise terminée, n'auront de cesse de revenir à l'ordre ancien, celui qui leur assure à eux et leurs amis tous les privilèges. Nous le savons, si

nous voulons un après, il faudra aller le chercher. Dans cette bataille qui s'annonce, le SNUipp avec la FSU y prendront toute leur place.